

pays paysans paysages

dans les
Vosges du Sud



 **INRA**
EDITIONS

PAYS,
PAYSANS,
PAYSAGES

dans les
Vosges du Sud

COLLECTION

“ESPACES RURAUX”

La collection “Espaces Ruraux” prend la suite de la collection “Ecologie et aménagement rural”. Le lancement de cette nouvelle collection marque la volonté d’informer un large public sur les recherches qui ont trait aux nouvelles fonctions (territoriales, environnementales, paysagères, culturelles, etc.) que la société reconnaît aujourd’hui à l’agriculture, au-delà de son rôle traditionnel dans la production alimentaire, et plus largement aux différents aspects du développement rural, saisi à l’échelle locale ou régionale et dans ses relations avec la ville.

Titres parus dans cette collection

**Les collines du Népal central.
Ecosystèmes, structures sociales
et systèmes agraires.**

J.-F. Dobremez, dir.

Tome I : **Paysages et sociétés
dans les collines du Népal.**

1986, 184 p.

Tome II : **Milieus et activités
dans un village népalais.**

1986, 192 p. + 2 cartes dépl.

**Espaces fourragers et aménagement.
Le cas des Hautes Vosges.**

J.-H. Teissier, dir.

1986, 228 p.

Comprendre un paysage.

Guide pratique de recherche.

Bernadette Lizet, F. de Ravignan
1987, 150 p.

**Fertilité et systèmes
de production.**

M. Sebillotte, dir.

1989, 370 p.

**Mise en valeur de l'écosystème
forestier guyanais.**

J.-M. Sarrailh, coord.

1990, 273 p.

**Comprendre l'agriculture paysanne
dans les Andes Centrales.**

Pérou-Bolivie.

P. Morlon, coord.

1992, 522 p.

**Itinéraires cartographiques
et développement.**

J.-P. Deffontaines, S. Lardon, ed.

1994, 136 p.

**Races d'hier pour l'élevage
de demain.**

A. Audiot (à paraître)

Chez un autre éditeur

Le grand Atlas de la France rurale.

A. Brun, J.-M. Stéphan, J.-C. Bontron

1989, 494 p., Editions J.-P. de Monza

Atlas de la France Verte.

F. de Ravignan, P. Roux

1990, 220 p., Editions J.-P. de Monza

© INRA Paris, 1977, 1^{re} édition

ISBN : 2-85340-097-2

© INRA Paris, 1995, 2^e édition

ISBN : 2-7380-0597-7

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non respect de cette proposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 3, rue Hautefeuille, Paris 6^e.

PAYS, PAYSANS, PAYSAGES

DANS LES VOSGES DU SUD

Les pratiques agricoles et la transformation de l'espace

Auteurs :

Joseph BONNEMAIRE,
Jacques BROSSIER,
André BRUN,
Marc ROUX,
Jean-Henri TEISSIER (†)

INRA ENESAD
26 rue du Docteur Petitjean
BP 1607
21036 Dijon Cedex

Jean-Pierre DEFFONTAINES
INRA-SAD
Route de Saint-Cyr
78026 Versailles Cedex

Yves HOUDARD
4 rue Rameau
Parc Saint-Cyr
78330 Fontenay-le-Fleury

Pierre-Louis OSTY
INRA-SAD
Auzeville
BP 27
31326 Castanet-Tolosan Cedex

Michel PETIT
The World Bank
Agriculture and Rural Development
Director
1818 H Street
NW Washington DC

Avec la participation de :

Gérard ANDRE
CCRV. La Colombière
Rue André Vitu
88025 Epinal Cedex

Bernard JEANNIN
INRA-SAD
Route de Saint-Cyr
78026 Versailles Cedex

*à la mémoire
de Jean-Henri TEISSIER*

Au début des années 1970, les zones rurales marginales et plus particulièrement les zones de montagne, où la régression des territoires utilisés par l'agriculture était forte, ont été l'objet de différentes recherches en France et en Europe. A cette occasion, les termes de "désertification rurale", de "déprise agricole" sont nés en même temps que les premières interrogations sur les problèmes écologiques et le devenir des paysages. Les processus d'abandon du territoire et de déstructuration sociale, objet central des analyses des chercheurs, apparaissaient comme la conséquence, regrettable pour certains mais inéluctable, d'un progrès qui permettait l'accroissement de la productivité du travail agricole dans les zones plus favorisées.

Pays, Paysans, Paysages dans les Vosges du Sud est un exemple parmi les diverses monographies rurales consacrées, avec l'aide de fonds publics (DGRST, Comités ministériels,...), aux zones où l'agriculture et le tissu social dans son ensemble semblaient ne pas devoir résister à la concurrence d'un productivisme triomphant. Cette recherche tient son originalité du fait qu'elle fut conduite par un groupe pluridisciplinaire composé d'agronomes, spécialistes des productions végétales et animales, et d'économistes ruraux, et appelé Groupe de recherches INRA-ENSSAA ; depuis 1993 l'Ecole Nationale des Sciences Supérieures Agronomiques Appliquées est intégrée au sein de l'Etablissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon (ENESAD). Le paysage agraire, produit de l'activité agricole, était l'objet de la recherche, avec toutefois une volonté de rendre compte de la dynamique de l'ensemble du paysage rural, et donc de ne pas se limiter à une vision purement agricole.

Conçu pour un large public, cet ouvrage abondamment illustré présentait une démarche centrée sur l'appréhension de trois niveaux d'organisation : la parcelle, l'exploitation agricole et le terroir. Le résultat escompté était de proposer certaines mesures spécifiques au maintien, voire au développement de surfaces ouvertes, et d'envisager les conséquences pour une politique d'aménagement rural.

Plusieurs questions se posaient alors à l'équipe de recherche :

Comment réaliser l'agrégation qui consiste à apprécier un "tout", le territoire, le paysage, alors que l'analyse des pratiques portait sur des "parties", les exploitations agricoles, les parcelles, les divers acteurs concernés ? On a tenté d'y répondre en prenant en compte simultanément plusieurs échelles articulant les pratiques agricoles et la logique de fonctionnement des exploitations tout en privilégiant l'échelle du terroir. Dans trois terroirs, très typés, une enquête exhaustive des acteurs et de leurs interventions a été menée pour rendre compte de l'hétérogénéité spatiale de la zone étudiée.

Comment analyser la relation à double sens entre l'évolution économique et sociale des vallées vosgiennes et celle de l'agriculture, sans quitter le domaine de compétence des agronomes et des économistes ruraux, et dans la perspective de penser concrètement une agriculture adaptée aux évolutions probables de l'ensemble de la société ? On s'est appuyé sur un double postulat très souvent admis depuis : l'agriculture et les autres activités économiques sont dans un rapport d'interdépendance ; il n'y a pas d'avenir agricole sans d'autres activités productives dans le voisinage ; il n'y a pas non plus de vie rurale sans agriculture. C'était, en quelque sorte, postuler la nécessité de la diversité des activités au sein des exploitations et aux niveaux agrégés que représentent le village, le terroir et la vallée.

Si ce travail d'analyse fine du territoire a suscité l'intérêt, il fut pourtant taxé d'archaïsme, par les responsables agricoles en quête d'une reconnaissance professionnelle passant par le productivisme, mais aussi par les représentants du Ministère de la Culture et de l'Environnement qui finançaient en partie l'étude. Examiner le détail des parcelles et des pratiques sur "l'Envers de Thiéfosse" (quelque 300 hectares, en friches pour la plupart, sans avenir économique imaginable), témoignait d'une curiosité déplacée de la part d'un Institut de recherche tel que l'INRA à l'heure où la position exportatrice de l'agriculture française n'était pas encore complètement établie. Exprimer fortement la diversité de l'agriculture dans ses objectifs et ses moyens, reconnaître et valoriser le rôle des agriculteurs double-actifs dans l'agriculture et l'industrie, montrer que cette catégorie socioprofessionnelle jouait un rôle essentiel, bien que modeste, dans le maintien d'une agriculture performante et l'entretien du paysage, était encore difficilement accepté.

Publié en 1977, ce travail garde une grande part d'actualité : sa réédition paraît opportune. Elle l'est en effet, moins du fait des méthodes qui furent celles de cette recherche, que par son objet même, sa problématique, ses résultats (dont certains apportent quelques éléments au débat actuel sur la place de l'agriculture dans le territoire) et les propositions qu'elle a pu formuler. Le souci de l'environnement peut-il se traduire par des paysages agraires à la fois maintenus et renouvelés sur la plus grande partie du territoire, ou doit-il faire place à une extension aussi large que possible de paysages "naturels", objet de consommation pour des populations de plus en plus urbanisées ?

Cette réédition, soutenue comme l'a été la première édition par le Ministère de l'Environnement, s'inscrit dans la ligne d'autres travaux publiés par l'INRA dans la collection "Ecologie et Aménagement Rural" devenue aujourd'hui "Espaces Ruraux".

En 1979 l'INRA, s'appuyant sur les équipes ayant à leur actif des recherches de ce type, créait le Département de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD). La quasi totalité des auteurs de cet ouvrage se sont lancés dans cette aventure. Depuis, de nombreux travaux ont été réalisés ou sont en cours, au Département SAD ou ailleurs, qui participent de la même démarche : *le Grand Atlas de la France Rurale* (Editions de Monza, 1989) ; les recherches pour une agriculture économiquement rentable et respectueuse de l'environnement dans des sites de protection de la qualité de l'eau minérale ou potable ; les études du développement et de l'aménagement de zones de montagne dans les Alpes du Nord. Nombreux sont les travaux qui contribuent à la redécouverte du territoire comme lieu de l'innovation et du renouveau économique, comme domaine de validation de l'action politique.

Un effort diffus mais puissant est fait pour relever les défis d'une nécessaire maîtrise du territoire. La planification urbaine, la prospective des grands réseaux, les perspectives des marchés internationaux en sont sans doute les variables motrices. Mais l'usage des quelque cent millions de parcelles composant la France rurale doit aussi être pensé dans le détail, non pas seulement du fait de leur disposition dans l'espace géographique, mais du fait de leur rôle dans l'équilibre de l'ensemble de la société.

J. Bonnemaire, J. Brossier, A. Brun, J.P. Deffontaines,
Y. Houdard, P.L. Osty, M. Petit, M. Roux.

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS

A. M. E. X. A.	Assurance mutuelle des exploitants agricoles.	O. G. A. F.	Opérations groupées d'aménagement foncier, <i>décidées pour une zone donnée dans laquelle le problème foncier est particulièrement aigu et qui bénéficie ainsi d'une série de mesures variées destinées à favoriser la mise en place de meilleures structures d'exploitation.</i>
A. V. E. M.	Association vosgienne d'économie montagnarde.		
C. N. E. E. M. A.	Centre national d'étude et d'expérimentation du machinisme agricole.	O. R. E. A. M.	Organisation d'étude d'aménagement des aires métropolitaines. <i>Organisation d'étude d'aménagement financé sur fonds publics, dont le directeur est généralement un fonctionnaire et dont les instances de direction regroupent des fonctionnaires, chefs de service, et des élus locaux.</i>
C. U. M. A.	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.		
D. D. A.	Direction départementale de l'agriculture.	P. O. S.	Plan d'occupation des sols.
D. J. A.	Dotations jeunes agriculteurs, <i>versée aux jeunes agriculteurs s'installant.</i>	R. G. A.	Recensement général de l'agriculture. <i>Les deux derniers datent de 1970 et 1955.</i>
F. F. N.	Fonds forestier national.	R. G. P.	Recensement général de la population.
I. S. M.	Indemnité spéciale montagne (<i>dite prime à la vache tondeuse</i>), <i>versée par l'État aux agriculteurs des zones de montagne (agriculteurs à titre « principal ») en fonction de l'importance du cheptel mesuré en U.G.B.</i>	S. A. F. E. R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, <i>chargée d'acheter des terres, de les regrouper et les aménager avant de les rétrocéder à des exploitants.</i>
I. V. D.	Indemnité viagère de départ, <i>versée par l'État aux agriculteurs âgés acceptant de céder leurs terres à des exploitants plus jeunes à condition que ceux-ci aient aussi une exploitation de surface au moins égale à la S.M.I.</i>	S. A. U.	Surface agricole utile.
M. E. R.	Mission d'étude régionale; <i>placée auprès de chaque préfet de Région, elle est chargée d'étudier les divers problèmes économiques régionaux.</i>	S. F. P.	Surface fourragère principale.
O. E. D. A.	Organisation d'étude de développement et d'aménagement de la région Alsace. <i>Il s'agit d'une O.R.E.A.M. conçue dès sa création pour étudier les problèmes d'aménagement régional et pas seulement ceux d'une aire métropolitaine.</i>	S. M. I.	Surface minimum d'installation <i>que doit avoir tout jeune agriculteur s'installant afin de bénéficier des aides publiques à l'installation.</i>
		S. M. I. C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
		U. F.	Unité fourragère - <i>mesure l'énergie nette fournie par un fourrage, l'unité est la quantité d'énergie nette que donne 1 kg d'orge.</i>
		U. G. B.	Unité gros bétail.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Liste des sigles utilisés</i>	6		
<i>Introduction</i>		Choix des pratiques agricoles et modalités d'occupation et d'utilisation de la surface en herbe . . .	97
PRESENTATION D'UNE RECHERCHE	9	Conclusion	118
<i>Chapitre préliminaire.</i>		<i>Chapitre 3.</i>	
ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET TRANSFORMATIONS DES PAYSAGES DANS LES VOSGES DU SUD	15	PROJETS SUR L'ESPACE ET TERROIRS	123
Mise en valeur de l'espace : situation à la fin de la deuxième guerre mondiale	15	La confrontation pour l'espace dans la région	124
Le bouleversement de l'ancien système de mise en valeur	19	La confrontation pour l'espace dans quatre terroirs . . .	130
Critique des positions prises par rapport à cette évolution.	23	Conclusion	155
<i>Chapitre 1.</i>		<i>Conclusion</i>	161
TERROIRS ET PRATIQUES AGRICOLES	27	<i>ANNEXES.</i>	
Aspects originaux du paysage des Vosges lorraines méridionales. Observations à l'échelle du massif . . .	29	1. Quelques données statistiques relatives à la zone d'étude	169
L'observation du paysage à l'échelle des terroirs	34	2. Aides de l'Etat : quelques données concernant l'échantillon de 11 communes	173
Relations observées entre les pratiques agricoles et le paysage à l'échelle de la parcelle	42	3. Quelques aspects de l'histoire de l'agriculture des Vosges depuis le début du dix-neuvième siècle . .	174
Interprétation agronomique de l'analyse comparée du paysage de quatre terroirs.	55	4. Les essarts	178
<i>Chapitre 2.</i>		5. Principaux résultats de l'enquête concernant les agriculteurs de 11 communes (1976).	180
PRATIQUES AGRICOLES ET PROJETS DES AGRICULTEURS	67	6. L'agriculture à temps partiel : l'exemple d'un village de la montagne vosgienne	182
Types d'élevage et aperçu des modes de conduite des troupeaux.	69	7. Un cas de rénovation pastorale en montagne vosgienne : le groupement pastoral de Ventron	185
Les agriculteurs et leurs projets : essai de classification	83	<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	188
		<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS</i>	191

PRÉSENTATION D'UNE RECHERCHE

JUSTIFICATION DE LA RECHERCHE : REGRESSION DE L'AGRICULTURE DE MONTAGNE ET « DEMANDE » DE PAYSAGE.

Depuis plus d'un siècle, la France, comme la plupart des pays dits développés, a été le siège de transformations profondes dans l'utilisation du sol et dans la répartition du peuplement. Ces transformations résultent bien entendu de l'évolution socio-économique générale que l'on peut caractériser par quelques mots : urbanisation, industrialisation, concentration, exode rural. Partout en France, mais avec des rythmes et des mobilités différents, le nombre des personnes employées dans l'agriculture a diminué. La diminution a été plus forte en zone de montagne¹ ce qui se traduit par une régression des territoires utilisés par l'agriculture, alors qu'ailleurs, la réduction relative de la part de l'agriculture dans l'économie s'accompagne du maintien, voire de l'extension, des surfaces contrôlées par l'agriculture hormis bien entendu les franges urbaines.

C'est souvent à partir de l'évolution critique de ces régions marginales que sont nées les premières interrogations sur les problèmes écologiques que leur devenir risquait de poser. Ainsi dans certaines vallées, tout habitat a disparu, les prairies sont envahies de broussailles, la friche et la forêt gagnent. Cette évolution se traduit donc par une transformation profonde du paysage. Les questions soulevées par cette évolution révèlent des contradictions entre différentes conceptions sur le rôle de l'agriculture, spécialement en montagne, sur la gestion des ressources naturelles, sur la signification du paysage comme produit social.

L'agriculture de montagne est en général, dans les pays industrialisés au moins, une activité qui supporte mal la concurrence de l'agriculture de plaine. La nature des progrès scientifiques et techniques réalisés dans les décennies récentes, la structure des prix reposant pendant la même période sur un coût peu élevé de l'énergie, la faible différenciation des prix agricoles suivant la qualité des produits, l'avantage relatif de la résidence urbaine sur la résidence rurale en terme de consommation collective, tout a contribué, au moins jusqu'à une date très récente, à pénaliser la production agricole dans les zones montagneuses. Pour les productivistes, la régression de l'agriculture de montagne est une conséquence, regrettable pour certains mais inéluctable, du progrès qui permet un accroissement de la productivité du travail agricole dans les zones plus favorisées et, par suite, un abaissement du coût relatif des aliments.

Pourtant, depuis quelques années au moins, une demande croissante de préservation des ressources naturelles et de maintien d'une agriculture et d'une population permanente en montagne existe socialement. Le terme de demande sociale est flou parce qu'il s'agit de désirs exprimés en différents lieux, à différents niveaux de responsabilité, par

1. Par zone de montagne, on peut entendre la zone délimitée par les arrêtés ministériels de 1961, 1962, 1974. Elle recouvre ce que l'on appelle aussi les zones d'agriculture difficile, en raison de la pente, de l'altitude, de l'exposition. « On n'est pas arrivé à enrayer la décroissance rapide du nombre des exploitations en zone de montagne et plus particulièrement dans le Massif Central, les Vosges et le Jura ». S.C.E.E.S. 1976.

différents groupes sociaux. Tout cela forme néanmoins une demande très réelle. Cette demande peut d'ailleurs probablement s'interpréter comme faisant partie d'une demande plus large de conservation du patrimoine collectif constitué de ressources naturelles mais aussi de tout un acquis culturel aux formes très variées. Elle est révélée par une série de phénomènes : les mouvements écologiques, le développement d'une problématique de l'environnement, la création d'instances gouvernementales comme le Ministère de l'Environnement, les débuts d'une politique de la montagne¹, la demande d'animation en milieu rural, l'existence de livres blancs au niveau régional, la promotion récente d'aides municipales à l'agriculture dans certaines communes, etc... En effet, un nombre grandissant de personnes a la conviction, en dehors de tout agrarianisme désuet pour « l'ordre éternel des champs », qu'il est souhaitable et urgent d'enrayer la régression de cette agriculture et la dégradation du patrimoine qui en résulte.

Si la loi du marché condamne l'agriculture de montagne et si en même temps s'exprime l'idée que cette condamnation est néfaste et que l'on doit lutter contre cette tendance, il faut alors reconnaître que le marché traduit mal certaines aspirations ayant une existence sociale et que certains « produits » désirés de l'activité agricole ne sont pas rémunérés à un prix qui permet leur production. Les raisons invoquées pour sauvegarder l'agriculture de montagne peuvent varier. Dans tous les cas cependant, référence explicite est faite à des « produits » de l'activité agricole qui, par nature, ne sont pas ou difficilement appropriables privativement et qui, de ce fait, n'entraînent pas de rémunération marchande du producteur.

Ces produits non rémunérés sont souvent désignés sans grande précision : entretien et protection de la nature, qualité du paysage, domestication des eaux, fourniture d'un environnement nécessaire au développement des autres activités industrielles, touristiques, résidentielles et au maintien de la population, qualité des produits de l'activité agricole... L'absence de précision tient essentiellement à la nature qualitative de ces biens et à leur caractère non marchand. Ces biens fournis en abondance sans contrainte dans le passé deviennent des biens économiques. Il faut donc trouver ou bien le moyen de s'en passer et, dans ce cas, il faut en mesurer toutes les conséquences, ou bien le moyen de les rémunérer directement ou indirectement afin qu'ils puissent être produits.

Ainsi, on admet souvent que la beauté du paysage est une des causes de l'attrait touristique en zones de montagne. Mais les éléments qui constituent cette beauté sont mal identifiés. Aux éléments naturels, hauts sommets couverts de neige et de glaciers, ensembles rocheux sans végétation, s'ajoute le contraste dû au couvert végétal toujours plus ou moins influencé dans nos régions, depuis des siècles voire des millénaires, par l'action de l'homme. On comprend alors que toute transformation dans l'utilisation de l'espace soit considérée avec méfiance parce qu'elle risque de dégrader la qualité de la ressource que constitue la beauté du paysage présent. Ce sentiment de dégradation est particulièrement fort lorsque la transformation du paysage résulte d'un recul de l'habitat. Il s'agit là peut-être d'un phénomène propre à notre culture, comme le suggèrent divers contacts avec des collègues étrangers. Ainsi par exemple, alors qu'en Autriche on témoigne d'un grand souci de maintenir un minimum de population en montagne, l'attrait du paysage étant considéré comme le résultat d'un équilibre harmonieux entre surfaces boisées et surfaces en herbe bien entretenues, aux Etats-Unis beaucoup sont très attirés par les espaces inhabités, dans lesquels l'évolution du paysage est laissée à la seule influence des forces naturelles.

OBJET DE LA RECHERCHE : PAYSAGES ET PRATIQUES AGRICOLES.

La régression de l'agriculture provoque une transformation profonde des paysages. Cette transformation, souvent considérée comme une dégradation ou au moins comme recelant un danger de dégradation, a suscité l'expression d'une demande sociale de conservation des paysages. Dans quelles conditions peut-on répondre à cette demande ?

Il faut d'abord préciser la nature de cette demande sociale de conservation des paysages. Chacun se rendant bien compte qu'il n'est pas possible de revenir à l'agriculture d'hier ou d'avant-hier, il faut choisir les caractéristiques jugées essentielles du paysage qu'il convient de conserver, et définir les moyens de le faire. Mais alors qui juge quelles sont les caractéristiques essentielles ? Au nom de qui ? Et pour qui ? Qui va conserver quoi ? Pourquoi ? Et comment ?

1. Voir en particulier : *BROCARD, 1975.*

Il n'est pas possible de répondre directement à ces questions. Il faut en tout état de cause commencer par « l'analyse concrète de situations concrètes ». Ceci suppose de travailler sur des territoires relativement petits. En effet, s'il est facile de décrire à grands traits la régression de l'agriculture dans les zones de montagne des pays développés, d'y voir la conséquence de l'élévation progressive de la productivité du travail dans l'agriculture des zones de plaine, élévation due notamment à une mécanisation difficilement adaptable en montagne, et donc de comprendre les causes générales de la dégradation des paysages, de telles explications générales sont insuffisantes pour éclairer l'action. Elles ne tiennent pas assez compte de la grande diversité des paysages observés au sein d'un même massif montagneux. Clairement l'agriculture se dégrade plus vite en certains lieux qu'en d'autres. Ici elle a pratiquement disparu, là elle résiste encore. De plus, l'intervention volontariste sur le paysage requiert aussi une grande finesse d'analyse, pour éviter qu'elle soit inadaptée ou trop destructrice. En effet, dans nos pays de civilisation ancienne, le paysage traduit toujours l'histoire du peuplement et de la mise en valeur du territoire. C'est un registre de la mémoire collective.

Admettant donc la nécessité d'une analyse fine, ce qui implique d'observer des espaces relativement restreints, quelle peut-être la contribution d'une équipe d'agronomes ? Les agriculteurs ont une grande influence sur les paysages des zones rurales parce qu'ils contrôlent les modifications du couvert végétal des surfaces agricoles. Or l'aspect de ce couvert végétal dépend des pratiques que les agriculteurs mettent en œuvre. Une prairie pâturée ne ressemble pas à une prairie fauchée et au sein de ces dernières, on constate de grandes différences, analysées dans ce document, selon que la fauche se fait à la main ou avec une barre de coupe installée sur un tracteur. Comprendre un paysage agricole dans le détail requiert donc une étude détaillée des diverses pratiques mises en œuvre par les agriculteurs. Une telle analyse peut aussi présenter l'avantage de signaler des modifications actuelles ou prévisibles dans les pratiques agricoles qui risquent d'entraîner ultérieurement des transformations du paysage car certaines influences ne sont sensibles qu'après certains délais. Pour l'aménageur un tel avertissement peut être très utile car il est souvent plus facile pour lui de prévenir que de guérir.

Inversement, l'observation du paysage peut être très révélatrice des pratiques agricoles actuelles ainsi que de certaines

pratiques mises en œuvre autrefois et aujourd'hui abandonnées. Ce peut donc être le point de départ d'une analyse de l'évolution de l'agriculture dans une région donnée. Du point de vue de l'analyse, il y a donc bien une relation dialectique entre observation du paysage et analyse des pratiques agricoles. L'objet principal de la recherche rapportée ici est l'exploration de cette relation, sachant toutefois que le domaine d'action à éclairer — à savoir l'élaboration d'une politique du paysage considéré comme élément du cadre de vie — requiert surtout de s'interroger sur les causes de variation des paysages dues aux modifications dans les pratiques agricoles.

Cette dernière remarque permet de préciser une limite de notre objet de recherche. Le paysage des zones rurales n'est pas limité aux surfaces agricoles. Au contraire son « harmonie », son « équilibre », sa « beauté » sont souvent associés aux contrastes entre forêts, rochers, prairies, zones bâties, etc., à la répartition relative de ces zones dans l'espace. Si nous avons cependant centré l'analyse sur les pratiques agricoles et donc privilégié une certaine catégorie d'utilisations de l'espace, c'est parce que la régression des surfaces agricoles et les modifications dont elles sont le siège jouent souvent un rôle-clé dans l'évolution des paysages de montagne.

Enfin, analyser un paysage pour répondre à la demande à « caractère environnemental¹ » qui s'exprime aujourd'hui, comporte dans tous les cas un aspect jusque-là considéré comme secondaire dans les études agro-techniques, voire économiques, du secteur agricole. En effet ce qui importe dans cette demande, ce n'est pas tant l'évolution d'une entreprise ou d'une somme d'entreprises (un secteur économique) que celle d'un territoire, d'une étendue dans sa continuité : un versant, une vallée, un terroir... Si ces deux aspects, entreprises et territoires, ne sont pas indépendants, ils sont cependant distincts : un territoire, aussi réduit soit-il, ne correspond presque jamais, du moins dans ce contexte ou la propriété est divisée et les exploitations agricoles imbriquées les unes dans les autres, à un niveau décisionnel clairement identifié ; au contraire, il met en jeu un enchevêtrement d'agents économiques variés. Pour comprendre l'état et l'évolution d'un territoire, l'analyse des relations d'interdépendance entre les différents acteurs intervenant dans le même espace est nécessaire.

1. BERNARD-BECHARIES, 1975.

CADRE DE LA RECHERCHE : LES VOSGES DU SUD.

L'objet de la recherche qui vient d'être défini porte donc sur les rapports entre paysages et pratiques agricoles, l'analyse devant être menée dans le cadre d'une approche délibérément territoriale. Mais quel territoire étudier? Comment le choisir? Il nous est apparu rapidement que les variables à prendre en compte étaient si diverses qu'il convenait de travailler à des échelles variées, certains phénomènes pouvant être mis en évidence en travaillant sur des territoires relativement petits et d'autres sur des territoires beaucoup plus vastes. Ce problème des échelles nous est apparu si important qu'il fait l'objet d'un développement particulier au début du chapitre 1. Mais au début de la recherche, nous avons dû choisir un terrain particulier car en effet il n'était pas possible d'analyser la régression de l'agriculture et ses conséquences sur le paysage dans toutes les régions de montagne.

Nous avons choisi de travailler dans les Vosges lorraines méridionales (1) pour des raisons de circonstances (notre équipe de recherches, ayant déjà travaillé dans le départe-

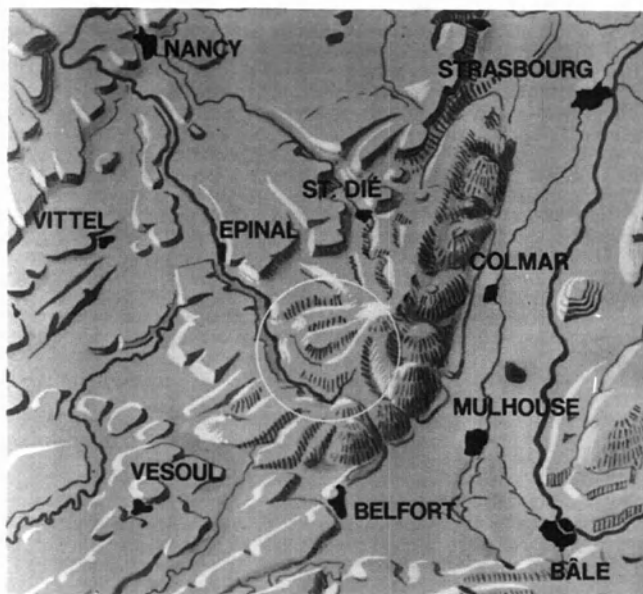


FIG. 1

(d'après J. Bertin)

ment des Vosges, était familière d'un certain nombre de phénomènes et y connaissait plusieurs instances et plusieurs personnes) et surtout parce que la montagne vosgienne a été le siège d'une régression très rapide de l'agriculture, ce qui a provoqué une transformation rapide des paysages. Toutefois, alors que dans le nord du massif la fermeture du paysage due à l'extension de la forêt est presque complète et difficilement réversible, l'évolution des paysages dans le sud est moins avancée et peut être encore maîtrisable. C'est d'ailleurs dans le sud que les implantations industrielles et touristiques sont les plus nombreuses. C'est donc là que les confrontations, mais aussi les possibilités de complémentarité, entre agriculture et autres activités économiques sont les plus grandes.

En outre, la zone d'étude devait avoir :

- une certaine homogénéité géomorphologique et climatique globale, correspondant à une certaine unité sociale; le versant lorrain de la partie granitique du massif répondait à cette exigence : unité du réseau hydrographique, du substrat et des types de formations superficielles, orientation générale et formes du relief communes. Pas de rupture climatique notable. Les hautes vallées de la Moselle et de la Moselotte correspondent à un milieu humain assez bien caractérisé;
- une étendue globale de l'ordre de quelques cantons compatible avec l'identification et la comparaison de l'ensemble des situations de petits compartiments de terrain au sein desquels s'établissent des relations de voisinage quotidiennes entre ceux qui, par leurs pratiques, construisent le paysage.

Nous avons retenu les quatre cantons de Remiremont, Saulxures-sur-Moselotte, Le Thillot et Gérardmer. Ils forment un ensemble de 820 km², comprenant en 1975 une population de 84 000 habitants, soit une densité supérieure à 100 habitants au km² et légèrement croissante depuis 1954¹.

L'évolution de cette région revêt à certains égards un caractère dramatique comme en témoignent notamment la rédaction d'un livre blanc par un groupe d'agriculteurs² et les

1. Pour l'ensemble du massif vosgien, le plus peuplé des massifs français, la densité était de 72 hab./km² en 1968. La moyenne nationale était de 96 hab./km² en 1975.

2. PHILIPPE et al. 1972.

questions que se posent l'O.R.E.A.M. Lorraine et l'O.E.D.A. Alsace¹. En effet, l'agriculture a connu une régression considérable : entre 1955 et 1970, dates des deux recensements généraux de l'agriculture, la surface agricole est passée de 29,3 à 21,1 % de la surface totale des quatre cantons. Au cours de la même période (1954 et 1968 : dates des recensements de la population) la part de la population active agricole dans la population active totale a régressé de 16,4 à 8,9 %. Elle n'était plus que de 4,6 % en 1975.

Cette réduction résulte à la fois du caractère marginal de l'agriculture, de la diminution du nombre des paysans ouvriers dans les usines textiles, de la pression foncière exercée dans les zones plates des fonds de vallée par les besoins d'espace de l'urbanisation et de l'industrialisation. La modification très profonde des paysages s'est accompagnée parfois d'une véritable régression de la qualité du cadre de vie par suite de l'extension des friches et plus encore par un reboisement, souvent qualifié d'anarchique, où dominent les résineux. A la faiblesse de la densité de population dans certaines hautes vallées, s'ajoute le cloisonnement du paysage pour provoquer chez les habitants un sentiment d'isolement. Dans le même temps, la pression de zones voisines très peuplées (Alsace, Pays de Bade) se fait sentir¹ par l'achat de parcelles et l'implantation de résidences secondaires, ce qui perturbe l'équilibre entre groupes sociaux et pose de nombreux problèmes d'aménagement.

*
* *

Dans un chapitre préliminaire, diverses positions prises par rapport à l'évolution du paysage dans les Vosges sont passées en revue. Il apparaît que si l'unanimité se fait sur une analyse générale des causes macroéconomiques de la transformation de l'agriculture et de la dégradation des paysages qui en résulte du fait notamment des blocages fonciers, les mesures provoquées pour porter remède à cette situation soit se sont déjà révélées inefficaces, soit ne paraissent pas très prometteuses parce que fondées sur une analyse insuffisante des phénomènes en cause. Dans les chapitres suivants, qui forment le corps de cet ouvrage, nous proposons une analyse plus approfondie.

Le premier chapitre intitulé : « Des agronomes observent le paysage » aborde d'emblée le problème des échelles auxquelles l'agronome est appelé à observer le paysage. Trois échelles sont retenues et examinées successivement (celles du massif, du terroir et de la parcelle). On montre que chaque niveau permet d'identifier certains rapports entre l'évolution du paysage et la transformation de l'agriculture. Les deux premiers niveaux (massif et terroir) sont complémentaires du troisième auquel les relations entre paysage et pratiques agricoles apparaissent clairement.

L'objet du deuxième chapitre est d'expliquer les pratiques agricoles. Celles-ci sont situées dans l'ensemble des décisions prises par les agriculteurs, ce qui permet d'analyser notamment leur comportement vis-à-vis de la surface fourragère et les divers types d'élevage rencontrés dans la zone d'étude. Ceci conduit à mettre l'accent sur la diversité des situations et des projets des agriculteurs.

Dans le troisième chapitre, les résultats des deux premiers chapitres sont utilisés pour rendre compte de l'évolution de quatre terroirs typiques de situations diverses, après un nouvel examen du rôle des divers acteurs sociaux dans le problème foncier des zones de montagne. Les choix possibles concernant l'évolution des quatre terroirs sont alors esquissés.

Finalement cette recherche nous aura permis d'affiner quelques concepts parmi lesquels ceux de pratique agricole et de terroir jouent un rôle essentiel pour comprendre l'évolution de l'agriculture et ses effets sur les paysages. Plus concrètement, cette recherche nous permet de suggérer une analyse des situations très diverses des agriculteurs. De cette analyse découle un certain nombre de propositions en matière de politique de la montagne tant en ce qui concerne le soutien à l'agriculture que, plus généralement, la politique d'aménagement.

1. O.R.E.A.M. Lorraine, O.E.D.A. Alsace, M.E.R. Franche-Comté, fasc. 1 - 1973.

2. Le massif vosgien est entouré de toute une série d'agglomérations représentant quatre à cinq millions d'habitants.

